



## Organisation des Nations Unies

### Questions-réponses de la Conférence de presse « ONE UN »

Mercredi 17 Février 2016

La Conférence de presse conjointe des Nations Unies était animée par Charles Antoine Bambara, Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole a.i de la MONUSCO ; Florence Marchal, Chargée de communication et Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG), intervenant à partir de Kinshasa ; et le Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire intervenant à partir de Goma.

La conférence a connu la participation de Jose Maria Aranaz, Directeur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme, à partir de Kinshasa.

#### Question 1

**Issac Ngwenza/ Congo Opportunities Media :** Je pose ma question au porte-parole militaire. En écoutant son rapport [de la situation militaire], il y a une information qui m'a particulièrement réjoui, c'est dire que les opérations conjointes FARDC-MONUSCO ont été conduites la semaine écoulée, dans la province de l'Ituri. Cela montre qu'il y a une avancée significative dans les rapports avec les FARDC. Ma question est celle de savoir : à part l'Ituri, y a-t-il encore des opérations conjointes dans quelle localité ? Est-ce que c'est de manière générale ou seulement en Ituri, où on peut avoir des opérations militaires conjointes FARDC-MONUSCO ?

**Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] :** Je vais laisser la parole tout à l'heure au porte-parole militaire pour compléter, mais je tiens à dire que la terminologie exacte que nous utilisons à la fois au niveau des FARDC qu'au niveau de la MONUSCO, c'est bien : « des opérations conduites par les FARDC avec l'appui de la MONUSCO ». Il ne s'agit pas d'opérations conjointes. Voilà, ce qui est dit.

Il ne s'agit pas seulement des opérations en Ituri, il s'agit des opérations sur l'ensemble du front où nous enregistrons des violations des droits de l'Homme, des tensions intercommunautaires, des attaques des groupes armés sur l'ensemble du front dans l'Est de la RDC. Nous resterons donc présents aux côtés des FARDC pour les appuyer, les aider, les soutenir dans leur combat contre ces groupes armés. Mon Colonel, je pense que j'ai bien traduit votre pensée ?

**Porte-parole militaire [Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin] :** Oui, merci Directeur, c'est vrai ce que je voulais dire et comme toujours, nous militaires, que ce soit la Force de la MONUSCO ou les FARDC, nous sommes toujours ensemble. Nous sommes des militaires, nous nous comprenons.

---

#### Contacts :

**MONUSCO MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochie@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochie@un.org) : tél. +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokikola@un.org](mailto:lukokikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) – tél. +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Nous poursuivons nos opérations, nos activités militaires. Ce que j'appelle opérations, ce sont des activités militaires. Ce n'est pas dans le cadre de l'accord sur la reprise de la coopération.

Comme toujours, nous on a toujours mené nos activités militaires ensemble pour protéger les populations civiles que ce soit dans l'Ituri, au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, comme dans d'autres provinces. Je voudrais dire par-là des activités militaires, pas nécessairement des opérations conjointes comme vous le pensez. Merci.

### Question 2

**Vivian Nzabarinda/ RTBF & Radio Mutaani FM (Goma) : Un élu de la ville de Butembo vous aurait accusé d'avoir distribué des machettes et [autres] armes blanches aux FDLR pour qu'elles puissent commettre des exécutions sommaires à la communauté Nande de la zone en belligérance de Miriki, qu'en dites-vous ? La question est adressée au Directeur de l'Information publique de la MONUSCO.**

**Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] :** Je crois que vous faites allusion à un Sénateur effectivement qui, sur les ondes de radio Kivu One à Goma, était intervenu pour justement faire les allégations auxquelles vous faites allusion.

Nous voulons dire ceci de façon très claire et nette : au niveau donc de la MONUSCO, le commandant indien dont il faisait référence, après vérification auprès du Général de la Brigade du Nord-Kivu, qui est indien et qui connaît ses hommes, nous dit que ce commandant n'existe pas dans ses rangs. C'est clair.

Premièrement, le commandant dont il fait référence et qui aurait fait la transaction, n'existe pas.

Deuxièmement, le Général Jean Baillaud que vous connaissez très bien, qui est toujours à Goma et qui est Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, est catégorique : la chaîne de commandement de la MONUSCO n'a jamais autorisé récemment ou dans le passé d'ailleurs les achats de machettes. Jamais. Donc c'est clair et net que ces allégations doivent être prouvées.

Ensuite, aucun Casque bleu n'est autorisé à faire quoi que ce soit en termes de trafic ou autre chose. Cela est interdit par les textes onusiens.

Nous avons un mandat très clair, c'est de neutraliser l'ensemble des forces négatives dans cette région de l'Est de la RDC, y compris les FDLR et l'ADF. Comment pouvez dire ou comprendre que nous ayons quelque contact, je ne sais pas à quel niveau, avec ces gens que nous devons neutraliser. Nous allons les neutraliser, c'est ce que le Conseil de sécurité nous demande.

Le Commandant de la Force de la MONUSCO est très clair là-dessus : aucun groupe armé ne sera épargné. Nous allons combattre aux côtés des FARDC pour anéantir, neutraliser ces groupes armés et

**Contacts :**

**MONUSCO MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org): tél. +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokikola@un.org](mailto:lukokikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org)- tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

tant qu'on n'a pas de preuves pour étayer tout cela, je crois qu'il faut se méfier un peu de ce genre d'allégations. Merci.

### Question 3

**Sylvie Fortunet Mbula/ Antenne A TV (Goma) : Je reviens sur le communiqué de l'Union africaine, les Nations Unies, l'Union européenne et la francophonie que le porte-parole de la MONUSCO venait de nous lire tout à l'heure et je remarque que ces partenaires du Gouvernement insistent sur la tenue du dialogue et des élections apaisées.**

**Au fait la MONUSCO qui soutient le dialogue en RDC ; la MONUSCO qui a soutenu les consultations entamées par Edem Kodjo à Kinshasa. Nous le savons tous, une frange de l'opposition ne veut pas de monsieur Edem Kodjo à Kinshasa. Ils ont dit, ils ont déclaré que ses consultations ne servent absolument à rien.**

**Qu'est-ce que la MONUSCO peut lancer comme message aujourd'hui après la publication de ce message des partenaires du Gouvernement à ceux qui ne veulent pas d'un dialogue politique en RDC ?**

**Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] :** Nous pensons que la MONUSCO n'a pas de voix plus forte que celle de Ban Ki-moon, lui-même, Secrétaire général des Nations Unies, qui a très clairement appelé effectivement à ce que le dialogue puisse s'engager au niveau des acteurs politiques dans ce pays, pour paver un peu le chemin vers les élections.

Et vous savez que Maman Sidikou, son Représentant spécial en RDC, a rendu plusieurs fois visite à la CENI, pour interroger les responsables, notamment le président de la CENI, pour que l'on fasse diligence dans l'avancée réelle vers ce processus électoral.

Et nous avons entendu ces derniers temps effectivement, non seulement le président de la CENI mais d'autres instances de la CENI, dire que cela se mettait un peu en musique, avec notamment la planification de l'organisation un peu de l'enregistrement des électeurs. Ensuite, il y a aussi cette décision d'organiser les élections des gouverneurs.

Tout cela va dans le bon sens, mais nous voulons une fois de plus et c'est ce que le communiqué auquel vous faites référence dit, il y a des délais constitutionnels qu'il faut prendre en compte, bien entendu. Et, il faut que ce travail en amont puisse aller vite, pour que les termes de la Constitution soient respectés. Voilà un peu ce que nous pouvons dire.

### Question 4

**Mira Masengu/ 2 As TV : J'ai suivi le Directeur du BCNUDH qui vient de dire tout à l'heure qu'il y a 411 cas de violations des droits de l'Homme commis en RDC au mois de janvier**

---

#### Contacts :

**MONUSCO MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochie@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochie@un.org) : tél. +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokikola@un.org](mailto:lukokikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

[2016]. Alors que fait vraiment le BCNUDH pour que les droits de l'Homme soient respectés en RDC, après avoir publié ?

**Directeur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme [Jose Maria Aranaz]:** Ce qu'il y a dans le rapport, c'est un diagnostic de la situation. C'est ce qu'on a présenté ici. On [réunit] la documentation, on prend toutes les informations nécessaires et on les partage avec les autorités et ceux qui ont la responsabilité de protéger les droits de l'Homme en RD Congo.

Ce n'est pas la responsabilité des Nations Unies, ce n'est la responsabilité de la communauté internationale. On apporte l'appui et on fait la vigilance conformément à ce que prescrit le mandat et sous l'accord du Gouvernement pour le faire. On partage avec les autorités et on apporte l'appui pour faire les investigations pour éradiquer les causes des violations des droits de l'Homme, soit par les agents étatiques, soit par les groupes armés.

### Question 5

**Laetitia Masela/ RTNC 2 :** Je pose ma question à quelqu'un de l'OMS, s'il y en a ici. L'environnement sanitaire reste en alerte avec l'apparition du virus « Zika » au Brésil. Ici en RDC, comment se prépare l'OMS pour parer à l'arrivée de ce virus ?

**Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] :** Je sais que l'OMS est en veille constante. J'ai vu passer des communiqués qui ont été diffusés pour information sur les symptômes. Mais pour l'instant, ici, il n'y a encore aucun cas avéré et l'épidémie ne concerne pas encore la RDC. Mais évidemment, l'OMS qui tous les mois fait des rapports de situation, sur la situation sanitaire en RDC, suit ça de très près.

**N'Kiere May/ Agence Congolaise de Presse :** Je voudrais poser une petite question. Pourquoi lors de sa visite dans l'Est, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC n'a pris que l'ambassadeur du Vatican en RDC [le Nonce apostolique] au lieu d'avoir par exemple une délégation des religieux, etc. pourquoi seulement l'Eglise catholique ?

**Deuxièmement, au Directeur du BCNUDH, qu'est-ce que vous entendez réellement par « violations des droits de l'Homme », parce qu'il faut que vous expliquiez ça aux gens, j'ai l'impression que la définition n'est pas bien comprise.**

**Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara]:** Le voyage du Représentant spécial dans l'Est avec le Nonce apostolique, Monseigneur Montemayor, n'est qu'une première étape. Il faut dire qu'ici à Kinshasa, il rencontre toutes les communautés. Il a rencontré la communauté protestante récemment, il a rencontré aussi je crois, la communauté musulmane, et il va faire des voyages avec les uns et les autres au regard de leurs disponibilités.

---

### Contacts :

**MONUSCO MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org): tél. +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokikola@un.org](mailto:lukokikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org)- tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

C'est un travail de longue haleine qui commence, c'est vrai, cette semaine avec ce programme avec le nonce apostolique, mais au fil de semaines, je suis sûr que, - il n'est pas à son premier voyage dans l'Est -, il repartira avec les autres communautés si besoin est, pour une fois de plus, comme on l'a dit, montrer un peu la compassion, la solidarité, mais aussi la consolation envers ces populations meurtries par les violences de groupes armés dans l'Est du pays, notamment ils vont visiter Kitshanga, donc toute cette zone de la province du Nord-Kivu où on a enregistré ces dernières semaines encore plusieurs violations des droits de l'Homme.

Ce n'est que le début d'un long processus de voyage que lui-même va programmer, et on vous tiendra au courant.

**Directeur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme [Jose Maria Aranaz]** : Sur le concept de "violations des droits de l'Homme". Je pense que le problème ne réside pas sur la compréhension de ce concept, mais plutôt qu'il y a plusieurs interprétations de ce concept.

Je peux vous assurer que notre méthodologie de travail, c'est la méthodologie standard de toutes les Missions et de toutes les représentations du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme à travers le monde. Ça c'est la première chose. Le standard de vérification et d'investigation est le même.

De l'autre côté, l'interprétation obéit également à une méthodologie standard, claire et universelle. Quelle est notre interprétation du concept "violations des droits l'Homme". Elle fait référence aux droits et libertés consacrés par la Constitution congolaise et par les traités des droits de l'Homme qui ont été ratifiés par la RD Congo.

Et, "ce sont des actes commis par les individus, les institutions, les agents étatiques, les particuliers ou les groupes armés, qui sont contraires à ces droits et ces libertés qui sont consacrés par la Constitution, et ce, en conformité avec les traités internationaux sur les droits de l'Homme".

### Question 6

**Théodore Ngandu/ Télé 7 : En rapport avec le communiqué conjoint de quatre organisations. Pourquoi celles-ci ont attendu seulement la date du 16 février [2016] pour publier leur communiqué conjoint ?**

**Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara]** : Il faut dire simplement que pour travailler déjà entre deux organisations ce n'est pas facile, pour travailler entre quatre c'est encore plus difficile, et pour harmoniser le message.

C'est, je crois, un concours de circonstances qui fait que ça tombe vraiment ce 16 février [2016]. Car vous savez que l'Union africaine a son siège à Addis-Abeba, l'Union européenne à Bruxelles, ensuite la Francophonie à Paris, les Nations Unies à New York. Il faut vraiment faire circuler le document. Ce n'est pas un document qu'on a préparé seulement hier. C'est un document qui a été préparé depuis de

**Contacts :**

**MONUSCO MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org): tél. +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokikola@un.org](mailto:lukokikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org)- tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

longs jours, de longues semaines, et qui était finalement prêt ce jour-là, et que on l'a publié [le même jour, soit le 16 février]. Et puis voilà.

Et donc, c'est un signal fort je crois, à l'endroit des acteurs politiques de ce pays, pour leur dire : la communauté internationale est prête à soutenir ce processus, mais il faut qu'il y ait une cohésion politique à l'interne, il faut que vous-mêmes au niveau de la nation congolaise, vous puissiez vous entendre sur le minimum, afin d'avoir ce soutien de la communauté internationale, qui fait front, qui fait face, donc qui se dit, nous sommes prêts, nous vous attendons, faites nous signe dès que tout cela est mis en ordre, pour que nous mettions en musique donc l'appui promis par la communauté internationale pour aider à ce processus politique, donc en RD Congo.

### Question 7

**Gina Mulumba/ Citizen ((Goma) :** Ma question, je vais l'adresser à madame Marchal. Vous avez tantôt dans votre exposé parlé du PAM qui faisait des distributions de nourriture aux vulnérables au Nord-Kivu. Je voudrais si possible revenir sur le cas particulier de déplacés de Miriki, qui selon nos informations, du moins jusqu'à la semaine dernière, ils se plaignaient d'un accès difficile, aussi bien aux soins de santé, qu'à la nourriture justement.

**Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies [Florence Marchal] :** Ok, je vous remercie. Je veux passer la parole au Chargé de la communication du PAM, Claude Kalinga, qui est présent dans cette salle.

**Chargé de la communication du PAM [Claude Kalinga] :** L'assistance que le PAM fournit à partir d'aujourd'hui à ces vulnérables dans cette partie de Lubero, n'est pas la toute première. En fait, c'est la seconde, parce que la première date d'il y a quelques semaines et le PAM est intervenu pour apporter une assistance alimentaire d'urgence en termes de biscuits énergétiques. Donc, pour environ 50 mille personnes. Celle-ci, c'est la deuxième assistance qui commence pour quelques jours. Donc, le PAM est là au quotidien pour assister ces personnes vulnérables. Voilà.

### Question 8

**Jean-Pierre Kayembe / RTGA (Goma) :** Une question au porte-parole de la MONUSCO. Le communiqué de la communauté internationale n'a dit rien de fondamentalement nouveau, c'est des choses que nous connaissons par cœur. Soutien conditionné au dialogue, respect de prescrits légaux, mais dans la classe politique, la crispation est ambiante, à l'opposition, une certaine opposition ne veut pas de ce dialogue, la consœur le disait tout à l'heure, à la CENI, une note technique qui a fuité ne fait pas croire qu'il y aura élection d'ici fin décembre ; vous ne trouvez pas que les indices sont réunis pour un choc frontal ?

**Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara] :** Nous ce que nous pouvons dire au niveau de la communauté internationale, ce que cette communauté internationale parle d'une voix lorsqu'il s'agit de la RD Congo, surtout par rapport au processus politique qui est en cours.

**Contacts :**

**MONUSCO MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochie@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochie@un.org) : tél. +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokikola@un.org](mailto:lukokikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Le message est clair, il faut avancer de façon irréversible vers les prochaines échéances électorales prévues par la Constitution elle-même. Il y a des difficultés certes, il faut les aplanir. Les quatre organisations demandent effectivement, ou encouragent en tout cas, soutiennent l'idée de ce dialogue au niveau de la classe politique, pour déblayer un peu le chemin allant vers ces élections.

Je crois que tout cela encourage les uns et les autres à revoir un peu leurs positions, à se dire, c'est une chance que nous devons saisir pour essayer de faire entendre notre voix dans ce débat politique, afin de marcher vers ces élections qui vont se tenir tôt ou tard.

Mais nous pensons, nous, au niveau de la communauté internationale, que les délais constitutionnels une fois de plus, devraient pouvoir être respectés si tout cela se met en musique rapidement.

### Question 9

**Jean-Pierre Elali/ Radio Okapi :** C'est une question d'actualité. Je voudrais savoir, parce qu'hier c'était la journée ville morte décrétée par l'opposition politique en RD Congo, est-ce qu'à jour, juste un jour après cette opération ville morte, peut-on avoir une idée sur le bilan, et notamment en ce qui concerne les violations des droits de l'Homme, s'il y en a ?

**Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara]:** Peut-être que le Directeur du BCNUDH va nous donner quelques éléments. Vous avez sillonné, je crois, la ville de Kinshasa tout au moins. Avez-vous quelques éléments d'appréciation, sur comment ça s'est passé globalement ?

**Directeur du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme [Jose Maria Aranaz]:** Merci beaucoup pour la question. Au sujet de la journée ville morte qui s'est passée hier, je ne ferai pas une évaluation politique, parce que cela ne relève pas de ma compétence, mais je peux vous dire que cette journée était précédée par un climat de répression et d'intimidation de défenseurs des droits de l'Homme, de membres de l'opposition qui étaient engagés dans la mobilisation populaire et qu'on a dénoncé, notamment qu'il y avait des arrestations de membres de la société civile, et il y avait aussi des arrestations de leaders politiques nationaux, il y avait également des menaces de sanctions graves et extraordinaires pour ceux qui soutiennent l'appel à la journée ville morte.

Hier même, on a documenté plusieurs arrestations à Kinshasa, à Goma, à Uvira et à Matadi aussi. Malheureusement notre travail de vérification était empêché, parce que pour la première fois nous avions eu accès à certains cachots de la PNC, on va discuter cela avec les autorités. Jusqu'en ce moment, on a enregistré au moins douze personnes qui sont toujours en détention à Goma, à Kinshasa et à Uvira. Ce sont des membres de partis politiques de l'opposition et ceux de la société civile. Mais nous continuerons à faire le suivi de la situation, et chercher à savoir s'il y a eu des représailles contre ceux qui ont participé dans la mobilisation. Il y a eu aussi au moins deux cas de violences par les manifestants enregistrés, l'un à Goma, et l'autre à Kinshasa.

---

#### Contacts :

**MONUSCO MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : [bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochie@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochie@un.org): tél. +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokikola@un.org](mailto:lukokikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org)- tél +243 997 06 88 04



## Organisation des Nations Unies

Et maintenant nous sommes en train d'examiner les autres rapports au sujet des arrestations que nous avons reçus ce matin, qui peuvent concerter Goma et Bukavu.

**Directeur de la Division de l'Information publique et porte-parole par intérim de la MONUSCO [Charles Antoine Bambara]:** Voilà, merci au Directeur du BCNUDH pour ces éléments de réponse. Il faut dire qu'effectivement au niveau de la MONUSCO nous appelons au respect des droits individuels et aux libertés de manifester, qui sont reconnus par les lois internationales.

Cela va sans dire que partout dans le monde, l'opposition de temps en temps, peut faire entendre sa voix, mais nous appelons les uns et les autres pour que cela se fasse dans le calme et dans le respect aussi des lois en vigueur au niveau du pays.

Voilà qui met fin à cette conférence de presse. Merci de l'avoir suivie, et à la semaine prochaine.

### Contacts :

**MONUSCO MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :[bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole :[bassef@un.org](mailto:bassef@un.org) : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire :[monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org): tél. +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias :[lukokikola@un.org](mailto:lukokikola@un.org) – tel. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies :[marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org)- tél +243 997 06 88 04